



**Publié le 12
Décembre 2025**



Le Conseiller 360 sur 242

BRICS, FRANC CFA ET QUÊTE DE SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE LA MONNAIE EST-ELLE LA CAUSE OU LE RÉVÉLATEUR DES DIFFICULTÉS DE DÉVELOPPEMENT DU CONGO ?

Introduction : une recomposition du monde qui interpelle l'Afrique

Le monde traverse une phase de **recomposition géopolitique et économique majeure**. La domination quasi exclusive des puissances occidentales sur les institutions financières internationales, les échanges commerciaux et les flux monétaires est aujourd'hui **contestée**, non par idéologie, mais par **rééquilibrage stratégique**.

C'est dans ce contexte qu'émerge et se consolide le bloc des **BRICS** (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), désormais élargi, et que de nombreux pays africains, dont la **République du Congo**, s'interrogent sur leur place dans l'ordre monétaire et économique mondial.

Pour les pays de la zone franc CFA, cette réflexion prend une dimension particulière : **la monnaie**, longtemps perçue comme un facteur de stabilité, est aujourd'hui de plus en plus vue comme un **symbole de dépendance**, voire comme l'une des causes structurelles du sous-développement.

Mais la question centrale demeure :

- **changer de bloc et de monnaie suffit-il à résoudre les problèmes économiques du Congo ?**
- **La monnaie est-elle le problème ou simplement le miroir de problèmes plus profonds ?**

I. Pourquoi le bloc des BRICS a-t-il été créé ? Une réponse à un ordre mondial déséquilibré

1.1. Une contestation de l'hégémonie financière occidentale

Le bloc des BRICS est né d'un constat simple :

Les règles du jeu économique mondial sont historiquement définies par :

- **Les États-Unis ;**
- **L'Union européenne et,**
- **Les institutions issues de Bretton Woods (FMI, Banque mondiale).**

Ces institutions :

- *Conditionnent les financements ;*
- *Imposent des politiques macroéconomiques standardisées et ;*
- *Privilégient souvent la stabilité financière au détriment du développement structurel.*

Les BRICS ne se sont pas constitués contre l'Occident, mais en dehors de sa tutelle exclusive.

1.2. Des objectifs économiques clairs

Le projet BRICS repose sur plusieurs piliers :

- *Diversification des échanges commerciaux ;*
- *Financement du développement hors FMI ;*
- *Réduction de la dépendance au dollar ;*
- *Promotion des monnaies nationales ;*
- *Création d'institutions alternatives, comme la Nouvelle Banque de Développement (NDB)*

Il s'agit moins de créer un nouveau centre de domination que de multiplier les centres de décision.

1.3. Une ambition géopolitique assumée

Sur le plan géopolitique, les BRICS visent à :

- *Rééquilibrer les rapports Nord-Sud ;*
- *Donner plus de voix aux pays émergents ;*
- *Réduire l'usage de la monnaie comme arme politique (sanctions, exclusions financières).*

C'est précisément cet aspect qui séduit de nombreux pays africains.

II. Pourquoi des pays comme le Congo voient les BRICS comme une alternative

2.1. Le franc CFA : stabilité monétaire, mais souveraineté limitée

Le franc CFA offre :

- *Une inflation historiquement faible ;*
- *Une stabilité de change ;*
- *Une crédibilité externe.*

Mais cette stabilité a un coût :

- *Absence de politique monétaire autonome ;*
- *Parité fixe avec l'euro, inadaptée aux économies peu industrialisées ;*
- *Impossibilité de dévaluer pour soutenir la production locale ;*
- *Faible financement de l'économie réelle*

Pour un pays comme le Congo, cela se traduit par :

- *Une économie tournée vers l'exportation de matières premières ;*
- *Une faible transformation locale ;*
- *Une dépendance chronique aux importations.*

2.2. Les BRICS comme espoir de souveraineté monétaire retrouvée

Dans l'imaginaire collectif et politique :

- *Rejoindre les BRICS = sortir du CFA ;*
- *Sortir du CFA = retrouver la souveraineté ;*
- *Souveraineté = développement*

Cette chaîne de raisonnement, bien que compréhensible, est incomplète.

Les BRICS offrent :

- *Des financements moins conditionnés ;*
- *Des échanges en monnaies alternatives ;*
- *Une marge de manœuvre politique plus large.*

Mais ils ne fournissent pas automatiquement une monnaie clé en main, ni une garantie de succès économique.

III. Changer de monnaie : quels impacts réels pour le Congo ?

3.1. Avantages potentiels

a) Sur le plan monétaire

- *Politique monétaire adaptée aux réalités locales ;*
- *Possibilité de soutenir l'agriculture et l'industrie ;*
- *Ajustement du taux de change pour améliorer la compétitivité.*

b) Sur le plan économique

- *Incitation à la production locale ;*
- *Réduction des importations superflues ;*
- *Meilleure mobilisation de l'épargne nationale*

c) Sur le plan politique et symbolique

- *Affirmation de la souveraineté nationale ;*
- *Fin du sentiment de tutelle ;*
- *Renforcement de la confiance collective*

3.2. Risques et inconvénients majeurs

a) Risques macroéconomiques

- *Inflation incontrôlée ;*
- *Dépréciation rapide de la nouvelle monnaie ;*
- *Perte du pouvoir d'achat.*

b) Risques institutionnels

- *Faiblesse de la banque centrale ;*
- *Pressions politiques sur la création monétaire ;*
- *Manque de discipline budgétaire.*

c) Risques sociaux et politiques

- *Hausse des prix des produits importés ;*
- *Mécontentement populaire ;*
- *Instabilité sociale.*

De nombreux pays ont échoué non pas à cause de leur monnaie, mais à cause de la manière dont elle a été gérée.

IV. La monnaie est-elle réellement le problème du Congo ?

4.1. Une vérité souvent évitée

La monnaie n'est ni la cause première, ni la solution miracle du développement.

Le vrai problème réside dans :

- *La faible production locale ;*
- *La gouvernance économique ;*
- *La dépendance aux matières premières ;*
- *La corruption ;*
- *La faiblesse des institutions ;*
- *La mauvaise allocation des ressources publiques.*

Une mauvaise économie avec une bonne monnaie reste une mauvaise économie.

4.2. La monnaie comme révélateur, pas comme excuse

Le franc CFA :

- *Révèle les faiblesses structurelles ;*
- *Accentue certaines rigidités ;*
- *Mais n'empêche pas mécaniquement le développement.*

À l'inverse :

- *Une monnaie nationale mal gérée peut aggraver la situation.*

V. Quelle voie réaliste pour le Congo ?

5.1. Ne pas opposer CFA et BRICS de manière simpliste

La stratégie gagnante n'est pas le basculement brutal, mais :

- *Une transition maîtrisée ;*
- *Une diversification des partenariats ;*
- *Un renforcement de l'économie réelle*

5.2. Priorités absolues avant toute réforme monétaire

- *Produire avant de consommer ;*
- *Transformer localement ;*
- *Renforcer la fiscalité intérieure ;*
- *Discipliner la dépense publique ;*
- *Bâtir des institutions crédibles*

5.3. Les BRICS comme levier, pas comme sauveur

Les BRICS peuvent :

- *Accompagner ;*
- *Financer ;*
- *Soutenir.*

Mais ils ne remplaceront jamais :

- *Une vision nationale claire ;*
- *Une gouvernance responsable ;*
- *Une volonté politique sincère.*

Conclusion générale : la vérité stratégique

En définitive, la question monétaire, qu'il s'agisse du franc CFA ou d'une éventuelle adhésion à un système monétaire alternatif porté par le bloc des BRICS, ne saurait être abordée de manière isolée. Aucune monnaie, aussi souveraine soit-elle, ne peut durablement soutenir une économie qui ne produit pas, qui ne transforme pas et qui ne crée pas de valeur ajoutée réelle. La monnaie ne précède jamais le développement : elle en est la conséquence.

Or, pour un pays comme la République du Congo, la construction d'une économie véritablement productive ne peut raisonnablement s'opérer de manière centralisée et abstraite. Elle ne peut être effective que par le bas, à partir des **collectivités locales**, qui constituent le socle naturel, économique et social du développement national. Ce sont elles qui détiennent, sur leurs territoires respectifs, l'essentiel des ressources du sol

et du sous-sol, des potentialités agricoles, forestières, minières, halieutiques et énergétiques. Ce sont également elles qui sont les mieux placées pour identifier les besoins réels, les opportunités économiques locales et les chaînes de valeur à développer.

Dans cette perspective, le véritable levier du développement socio-économique du Congo réside dans la capacité des collectivités locales à :

- *Structurer leurs propres économies territoriales ;*
- *Créer et accueillir des unités locales de production et de transformation ;*
- *Capter et transformer localement les ressources naturelles au lieu de les exporter à l'état brut ;*
- *Générer de l'emploi, des revenus et une base fiscale endogène.*

Cette dynamique locale ne peut être durable sans une fiscalité territoriale forte, intelligente et adaptée aux réalités de chaque collectivité. Une fiscalité qui ne soit ni punitive ni déconnectée du tissu économique local, mais qui accompagne la production, sécurise l'investissement, élargit l'assiette fiscale et renforce les capacités financières des collectivités. C'est cette fiscalité locale, issue de la création réelle de richesse, qui permettra à l'État de consolider ses finances publiques, de réduire sa dépendance extérieure et, à terme, de soutenir une monnaie crédible et stable.

Ainsi, la véritable alternative pour le Congo ne se situe pas exclusivement entre le franc CFA et une éventuelle monnaie des BRICS. Elle se situe avant tout dans le choix d'un modèle de développement fondé sur les territoires, où les collectivités locales deviennent des acteurs économiques à part entière, et non de simples relais administratifs du pouvoir central. Ce n'est qu'en bâtissant une économie productive locale, fiscalement viable et institutionnellement solide que le pays pourra, le moment venu, faire des choix monétaires souverains, lucides et durables.

En somme, les collectivités locales ne sont pas un maillon du développement : elles en sont le point de départ. C'est à partir d'elles que pourra émerger une économie congolaise résiliente, inclusive et créatrice de valeur, capable non seulement de soutenir une réforme monétaire, mais surtout de transformer celle-ci en véritable instrument de développement.



Le Conseiller 360 sur 242

À ce stade, la monnaie cessera d'être perçue comme une excuse ou un mirage, pour devenir ce qu'elle doit être : un outil au service d'une économie réelle, territorialisée et maîtrisée par ses propres acteurs.

Cyr Euloge MOUTOU

Conseiller – 360 sur 242



Le Conseiller 360 sur 242